Bulletin d'information
WIEGO dans le monde

Juillet 2019

Un chemin long et nuancé vers une nouvelle convention de l'Organisation internationale du Travail.

Photo: S. Trevino

En juin, la Conférence internationale du Travail (CIT) a voté l'adoption d'une Convention concernant l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail. La Convention 190 (C190) marque une victoire importante pour les travailleurs de l'informel – en particulier les femmes – dont les organisations ont préconisé par leur plaidoyer la protection des travailleuses et travailleurs comptant parmi les plus vulnérables.

Sally Roever **[1], coordonnatrice internationale de WIEGO, nous fait part de ces réflexions sur le processus et la stratégie nécessaire, prudente et nuancée, pour négocier une norme internationale du travail qui se met au service des travailleuses et travailleurs.**

Tableau d'ensemble

Pour moi, l'une des choses intéressantes était de voir à quel point le résultat de notre travail à la CIT avait changé relativement à nos attentes de départ. Avant l'ouverture de la CIT, nous avons eu deux journées préparatoires. J'ai entendu exprimer pas mal d'inquiétudes sincères à l'effet que nous pourrions nous retrouver sans convention du tout, et dire qu'il allait falloir livrer une bataille énorme et difficile pour la faire adopter. À la fin, le vote a été très majoritairement favorable.

Comment en sommes-nous arrivés là ? La crainte initiale que les employeurs ne bombardent le processus avec des amendements visant à faire dérailler les négociations s'est dissipée au fil du lobbyisme ciblé et efficace auprès des déléguées des travailleurs. Notre délégation est redevable à Marie Clarke Walker, qui a dirigé le Groupe des travailleurs au sein du comité tripartite et qui s'est beaucoup investie dans un processus difficile (voir l'encadré ci-dessous). Le dernier jour, juste avant

le vote final, elle a prononcé un discours enthousiaste au cours duquel elle a évoqué à la fois les travailleurs et travailleuses domestiques et les vendeurs et vendeuses de rue. Un de nos délégués l'a qualifiée par la suite de « vraie guerrière ».

Concession réciproque

Cela dit, ce n'était pas chose acquise que notre position allait être reprise par le Groupe des travailleurs. La délégation voulait d'abord ajouter à l'article 4 un libellé citant les « autorités publiques et agents de la force publique » en tant qu'auteurs de violences. Une telle mention était basée sur la prise de position de StreetNet International et un point que, tant les vendeurs de rue que les récupérateurs de matériaux, considéraient comme crucial, bien que nous sachions bien sûr qu'il serait difficile de faire accepter aux gouvernements un libellé les désignant comme auteurs de crimes.

Sonia George de l'Association des travailleuses indépendantes (SEWA, pour son sigle en anglais) de l'Inde, qui avait le droit de parole, a présenté cette proposition lors de la première séance du Groupe des travailleurs. Comme résultat de notre lobbyisme anticipé, cette proposition avait reçu l'appui de plusieurs représentants de pays. Mais en fin de compte, cette proposition ne pouvait être conciliée avec la stratégie du Groupe des travailleurs relative à cet article, alors on nous a proposé de lui trouver un autre point d'insertion. Même si nous voulions insister sur ce point, nous comprenions la stratégie globale préconisée si bien que nous avons dû concéder et nous nous sommes finalement entendus sur l'inclusion d'un libellé semblable dans un autre article (article 8) et dans la Recommandation (article 11). Ce genre de concession réciproque était nécessaire au sein du Groupe des travailleurs, et nos chefs de délégation nous y avaient bien préparés en nous disant que nous devons participer au Groupe des travailleurs avec tact et prudence puisque, officiellement, nous n'avions pas le droit de parole.

L'importance des définitions

Au début de la CIT, l'une de nos craintes était de voir écarter les définitions positives négociées l'année dernière. Par exemple, l'une des victoires remportées a consisté en une définition commune de « violence et harcèlement ». Fish Ip de la Fédération internationale des travailleurs domestiques (FITD) a déclaré qu'il fallait des jours rien que pour négocier une définition qui ne sépare pas « violence » et « harcèlement », mais les place sur un continuum. Ce travail ardu était important, car le fait de définir la violence comme étant d'ordre physique uniquement la placerait sous le code pénal et l'éloignerait du code du travail. Sur ce point, les gouvernements étaient divisés. Dès lors, nous savions qu'il était important de faire du lobbyisme à leur endroit, de les écouter et de les éclairer à ce sujet. Les leaders de la FITD ont fait un excellent travail en préparant toute la délégation sur ce point et d'autres.

Nous y sommes également allés déterminés à défendre le concept élargi du « monde du travail » et la définition du terme « travailleur » au sens large. Les employeurs espéraient éviter la responsabilisation à l'égard de tout ce qui, à ce qu'ils pouvaient prétendre, était hors de leur contrôle, alors nous savions qu'il fallait défendre ces définitions générales. Et c'est ce que nous avons fait.

L'expérience compte

L’expérience des CIT antérieures porte vraiment ses fruits. Cela était évident dès le premier matin de nos réunions préparatoires, lorsque Myrtle Witbooi de la FITD a fait valoir quelques enseignements tirés de son expérience de lobbyisme en faveur de la C189 sur le travail domestique. Elle l’a dit au déléguées : « Au cours des deux prochaines semaines, vous serez offensées, écrasées, agacées mais, à l’instar de la C189, nous serons disciplinées et prendrons le temps nécessaire pour discuter de ce qui nous contrarie. »

Elle a également rappelé à la délégation pourquoi nous étions toutes là : « La violence est une tueuse silencieuse : elle entame notre vie tous les jours... Vous êtes au service des travailleurs et travailleuses qui vous ont mises ici. Commençons donc par nous mettre à la tâche ! » Ses propos ont retenti. Pendant les deux semaines, nos déléguées et ceux et celles de la FITD ont fait preuve de discipline, d’esprit résolu et d’acharnement.

Photo: Myrtle Witbooi de FITD (K. Hughes)

Les vedettes du spectacle

Voir à quel point les représentantes des travailleurs et travailleuses de l’informel étaient si efficaces en tant qu’oratrices, défenseuses de droits et championnes de cette convention est l’un des faits marquants qui méritent d’être signalés. Lors de la première séance de la Commission, les gouvernements et les employeurs, profitant de leur créneau horaire de trois minutes, ont fait des déclarations liminaires assez générales et en se répétant les uns les autres. Après une douzaine de déclarations du genre, le public en avait clairement assez et avait cessé d’écouter. Puis, à la fin, il y avait un créneau pour les ONG, et Myrtle a pris la parole. Tout à coup, tout le monde y prêtait attention ! Lorraine Sibanda a ensuite fait une déclaration au nom de StreetNet [2], et Martha Elena Iglesias [3]de l’Association nationale des récupérateurs de la Colombie (ANR) a fait la sienne. Elles étaient toutes brillantes, énergiques, composées, engageantes, parlant clairement en connaissance de cause sachant de première main ce que cela signifie que de subir la violence et le harcèlement dans le monde du travail.

Au cours des deux semaines qui ont suivi, il s’est produit la même chose encore et encore : passionnés, les travailleurs et travailleuses de l’informel ont changé l’ambiance de la salle. Nos déléguées ont pu monter à la tribune et se sont faites remarquer, tout comme ils l’ont fait dans leurs efforts de lobbyisme individuels auprès des gouvernements pour obtenir leur appui. La deuxième semaine, Myrtle, Lorraine et Sonia [4]ont fait des déclarations formidables en plénière.

En coulisses

Comme toujours, un autre volet important de l'histoire est celui des efforts inlassables de Sofia Treviño, Laura Morillo et Karin Pape, ainsi que de plusieurs membres de l'équipe de la FITD, pour manœuvrer dans les coulisses du système et soutenir nos déléguées. Sofia et Laura ont fait la traduction depuis le début, mais d'une manière ou d'une autre, vers la fin des deux semaines, Sofia a réussi à se rendre dans l'une des cabines d'interprétation officielles de l'ONU ! Elles s'occupaient de tout, de la traduction aux interventions auprès des médias, en passant par les accréditations, la logistique et l'aide aux déléguées pour rédiger et mettre en pratique leurs déclarations. Cette contribution était essentielle, puisque les observations de l'assemblée doivent toujours respecter le temps imparti. Sur ce front, il était clair que nos déléguées étaient mieux préparées que beaucoup d'autres. S'étant exercées à chronométrer leur propos, elles se sont donc montrées très professionnelles, tandis que d'autres se sont vus interrompus avant même d'avoir terminé. Entre-temps, Karin s'est employée à nous faire participer à toutes sortes de réunions, d'événements parallèles et d'autres rencontres, mettant à profit sa connaissance du processus et son vaste réseau de contacts.

Fêter une victoire historique

Lorsque le texte final a été approuvé, notre délégation élargie (FITD-WIEGO-SEWA-StreetNet) s'est mise à chanter et à danser – ce n'est pas le genre de chose qui arrive lors d'une CIT, plutôt guindée ! Et nous avons été immédiatement entourées de délégués et déléguées, caméra en l'air, pour immortaliser le moment par des prises vidéo. Adriana Paz Ramirez de la FITD, qui a également travaillé sans relâche pour soutenir la délégation de la FITD, a déclaré : « Nous incarnons vraiment la justice sociale et populaire au sein de l'OIT. » *(Photo: FITD)*

Propos de Marie Clarke Walker

Dans ses observations finales au Comité normative, à la fin des négociations, Marie Clarke Walker, vice-présidente du Comité des travailleurs, a précisé : « Les discussions n'ont pas toujours été faciles. » Elle a poursuivi en expliquant que les négociations ont fait un long chemin pour aboutir à un texte final qui reflète la réalité et qui est tributaire d'une approche forcément inclusive. Abordant les vulnérabilités, elle a mentionné les travailleurs de l'informel en particulier.

Elle a transmis le même message à la séance plénière de clôture de la CIT, le 21 juin, après l'adoption de la C190 et de ses recommandations. En voici un extrait :

Je crois sincèrement que ce que vous avez devant vous aujourd'hui sont des textes dont nous pouvons tous être fiers et fières, des instruments à la fois novateurs et visionnaires, mais aussi pratiques et applicables.

Le fait d'avoir une norme minimale mondiale, destinée à prévenir et à combattre la violence et le harcèlement dans le monde du travail, apportera de l'espoir à des millions de travailleuses et travailleurs, à savoir l'espoir qu'un monde du travail exempt de violence et de harcèlement est possible.

Nos discussions au sein du Comité ont donné la parole à ceux et celles dont les témoignages ont montré à quel point la violence et le harcèlement sont omniprésents dans le monde du travail. Les témoignages des travailleuses et travailleurs de l'habillement, des travailleurs domestiques, des vendeurs de rue, des survivantes de la violence domestique et des millions de travailleuses pour qui la violence et le harcèlement sont encore une réalité quotidienne.

Déclaration du Centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail

Il y a eu à la CIT un autre fait nouveau important que nous ne saurions oublier. Pat Horn a représenté WIEGO et Jyoti Macwan a représenté SEWA au sein du Comité chargé de négocier le texte final de la Déclaration du Centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail. Ce document devrait définir les orientations de l'Organisation internationale du Travail pour ses 100 prochaines années.

Vu que l'ébauche initiale renfermait une clause déplorable relative à l'élimination de l'informalité, la modification de ce libellé était notre priorité absolue. Pat, Karin et moi, avant la séance d'ouverture, avons travaillé sur une déclaration générale de WIEGO à l'occasion du Centenaire de l'OIT, puis Pat a travaillé avec la SEWA sur quelques amendements spécifiques. Par la suite, Pat s'est servie des deux textes pour faire pression sur les gouvernements et en arriver à une meilleure formulation. Le texte final est nettement meilleur que le projet initial et fait mention, à plusieurs endroits, du passage de l'informalité à la formalité.

En cela, comme pour la négociation de la C190, nous avons réussi à faire en sorte que le libellé est à la fois cohérent avec les instruments de l'OIT et couvre l'ensemble du monde du travail tel qu'il existe dans la réalité, et pas seulement en termes d'économie du travail.

Apprenez-en plus sur WIEGO à la Conférence internationale du Travail [5] et lisez la nouvelle Convention 190 de l'OIT [6].

Faits saillants des cinq Villes focales de WIEGO

WIEGO a intensifié son travail dans cinq villes sur trois continents. Ce travail nous voit collaborer avec de diverses organisations de base locales, à savoir des organisations de travailleuses et travailleurs de l'informel, pour nous mobiliser contre les stéréotypes négatifs et les pratiques et politiques injustes, d'une part, et, d'autre part, les aider à proposer aux gouvernements des solutions susceptibles de profiter à tous les habitants de la ville. La présente brochure explique notre approche des Villes focales [7].

ACCRA, GHANA

Dialogue avec des avocats et le maire de la ville

En mai, il s'est tenu à Accra un dialogue sur le droit [8] entre les représentants des vendeuses et vendeurs de rue, des récupératrices et récupérateurs de matériaux et des avocats. Ce dialogue, organisé conjointement avec Advocates for Community Alternatives (« Avocats pour des alternatives communautaires », ACA, pour son sigle en anglais), qui coordonne un réseau de juristes d'intérêt public ouest-africains, s'inscrivait dans le prolongement des travaux que mène le programme Droit

[9] à Accra dans le cadre du projet Justice administrative [10]. Les travailleuses et travailleurs ont parlé de leur expérience avec la loi, puis ils ont examiné ensemble avec les avocats les règlements en vigueur (publiés en 2019) régissant le travail dans l'espace public. La conclusion qui en ressort est que la plupart de ces règlements, par une série de restrictions qui se chevauchent, criminalisent le travail informel. Cette conclusion a galvanisé l'intérêt des travailleuses et travailleurs, les incitant à apprendre plus sur les règlements administratifs qui influent sur leur travail. De plus, ce vif intérêt a engendré des possibilités de collaboration concrètes avec des avocats.

Ville focale Accra et les programmes Droit et Politiques urbaines poursuivent leurs discussions sur la manière de faire avancer ce travail cette année.

Le photographe Dean Saffron [11] a pris en photo et vidéo les récupératrices et récupérateurs de matériaux au travail dans la décharge de Kpone. Visionnez les vidéos : Reconnaître les récupérateurs de matériaux [12] (4 min) et Nourrir les familles : voici Grace du Ghana [13] (2 min). La décharge de Kpone devrait être fermée. Dans l'intervalle, l'équipe d'Accra travaille avec les récupératrices et récupérateurs pour ré-imaginer leur rôle dans le système de gestion des déchets solides et concevoir de nouvelles façons de les intégrer, si la décharge vient à être fermée. Lors d'un atelier tenu en juin, ils ont formulé plusieurs idées esquissant d'autres formes d'intégration, notamment la collecte porte-à-porte.

Lire la position de WIEGO sur la fermetures des décharges [14]

DAKAR, SÉNÉGAL

Programmes Dialogue d'exposition et Droit, réunions d'avocats alliés

L'équipe de Dakar a organisé un Contact-dialogue sur le droit [15] (CD), conjointement avec le programme Droit, auquel a participé le programme Politiques urbaines. Parmi les participants figuraient des avocats issus de divers groupes (dont des syndicats et un groupe de femmes juristes) et un nombre restreint d'élus municipaux. Les vendeuses et vendeurs de rue et les récupératrices et récupérateurs de matériaux étaient hôtes et hôtesses de cet atelier de trois jours. Après cet événement, l'équipe de Dakar a continué de dialoguer avec les participants. Vers la fin de juin, elle a convoqué une réunion pour formaliser le réseau d'avocats alliés et commencer à élaborer un plan de soutien aux organisations de base dans la défense de leurs droits dans le contexte d'un cadre juridique très punitif.

En avril, Ville focale Dakar a accueilli successivement la réunion de planification stratégique sur la réduction des déchets dans les villes côtières (RWCC, pour son sigle en anglais) [16] et l'Atelier ouest-africain des récupératrices et récupérateurs de matériaux sur la gestion inclusive des déchets solides. L'atelier, qui comprenait une visite sur le terrain à la décharge de Mbeubeuss à Dakar, a réuni des récupératrices de matériaux venues de pays de l'Afrique de l'Ouest afin de se familiariser avec les tendances mondiales observées dans la modernisation de la gestion des déchets et de discuter des dynamiques de genre dans le secteur des déchets. (Photo: Sonia Dias)

Première réunion formelle du réseau de journalistes alliés

Au cours des deux dernières années, l'équipe de Dakar s'est attachée à créer un réseau de journalistes alliés et renseignés au sujet de l'économie informelle. En mai, l'équipe de Dakar a réuni le groupe pour présenter ses plans d'action de l'année et l'informer d'un rapport de référence [17] et de ce qui en ressort sur les travailleuses et travailleurs de l'informel à Dakar. Le rapport cite les données de l'Agence nationale de la statistique du Sénégal, recueillies en 2011, selon lesquelles l'emploi informel représentait plus de 60 % des emplois non agricoles et estimait que le secteur informel non agricole représentait à lui seul 41,6 % du produit intérieur brut (PIB).

Après la réunion, l'un des journalistes participants a publié un article : Les journalistes à l'école de l'économie informelle [18]

DELHI, INDE

Le 7 mars, Ville focale Delhi a organisé au prestigieux centre India Habitat un événement appelé « Témoignages des travailleurs ». Animé par Marty Chen, conseillère principale de WIEGO, cet événement annuel a donné la vedette à sept travailleurs de l'informel de Delhi qui ont relaté leur propre histoire à un public nombreux et enthousiaste. Marty a su rendre les histories dans cet article paru dans le journal Delhi Diary [19]. (Photo: Rashmi Choudhary)

Réunion au sommet concernant le Plan directeur

En 2021, un nouveau Plan directeur de Delhi, qui déterminera les paramètres d'aménagement généraux de la ville pour les vingt prochaines années, entrera en vigueur. Grâce à une initiative unique, Ville focale Delhi [20] fait partie d'une vaste coalition de groupes et d'individus agissant pour exiger que le plan prenne en compte adéquatement les questions de moyens de subsistance, de genre et d'habitat chez les citadins pauvres. La Coalition autour du Plan directeur de Delhi a défini une plate-forme pour faire avancer l'effort. Dans le souci de constituer un mouvement populaire plus large, les partenaires ont décidé d'ouvrir plus largement le processus et leur plan d'action prévoit des réunions communautaires, un financement participatif et une campagne « Moi aussi, je suis Delhi ». Le message central de la campagne est le suivant : « L'objectif est de parler de toute la ville et d'aborder toutes les questions urbaines, même si nous restons ancrés et faisons porter notre attention sur les problèmes fondamentaux des travailleuses et travailleurs et des exclus de la conception actuelle de l'urbanisation. »

Comme voie à suivre, Ville focale Delhi collaborera avec ses partenaires pour influer sur le programme urbain de Delhi et la campagne visant le Plan directeur.

Découvrez pourquoi le Plan directeur de Delhi est importe aux travailleuses et travailleurs de

l'informel ? [21]

MEXICO, MEXIQUE

L'équipe de Ville focale Mexico et ses organisations partenaires collaborent avec le conseil municipal de Mexico pour prévenir et éliminer la discrimination (Consejo para Prevenir y Eliminar la Discriminación de la Ciudad de México - COPRED *[22]) et mener une campagne visant à revaloriser l'image des travailleuses et travailleurs sous la balise #TrabajoInformalEsTrabajo (Le travail informel est du travail). La campagne a débuté par une conférence de presse le 6 mai au siège du COPRED, où il se tenait une exposition de photos de travailleuses et travailleurs de l'informel. Le plan de la campagne comprend, entre autres, une série de vidéos et un volet médias sociaux. (Photo: Lorena Reyes Toledo)*

Les récupératrices et récupérateurs de matériaux et les droits de la personne

Les résultats d'une recherche sur la situation des droits humains des récupératrices et récupérateurs de matériaux à Mexico ont été rendus publics et discutés lors d'une conférence de presse en mai. Tania Espinosa, coordonnatrice Ville focale CDMX de WIEGO, a présenté un rapport WIEGO [23] (disponible uniquement en espagnol) de cette étude.

Cette étude a été menée en partenariat avec la Commission des droits de la personne de Mexico (Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal, CDHDF [24]). La conférence de presse, organisée par le président de la CDHDF, Nashieli Ramirez, a bénéficié d'une large couverture médiatique positive.

Cette couverture a atteint le plus haut fonctionnaire du Mexique, Claudia Sheinbaum, chef du gouvernement de la ville de Mexico. En réaction au rapport, elle a dit au journal La Reforma ceci : « Il y a de la part du gouvernement une dette historique envers les nombreux voluntarios (récupérateurs de matériaux) qui travaillent sur les routes de collecte des ordures de Mexico. »

Un nouveau programme de gestion des déchets solides sera lancé en 2020. Ce sera là une occasion d'établir à l'égard de la municipalité l'obligation de sous-traiter les services des récupératrices et récupérateurs informels de matériaux, qui font le même travail en tant que trabajadores de base (« travailleurs des déchets sous contrat »), sauf que les premiers n'ont ni protection juridique ou sociale, ni rémunération, et ne reçoivent que des pourboires.

Toujours en mai, la Rencontre d'Amérique Latine sur les droits humains des récupérateurs de matériaux s'est tenue à Mexico. Fruit d'un effort conjoint des programmes Organisation et

représentation et Droit de WIEGO, cette rencontre, qui a réuni des récupératrices et récupérateurs d'Argentine, d'Uruguay, de Colombie, de République dominicaine et de différents États du Mexique, leur a permis de renforcer la solidarité en mettant en commun leur expérience. D'autre part, les rapports sur la situation des droits humains des récupératrices et récupérateurs en Amérique latine (Mexique, Nicaragua, Guatemala, République dominicaine, Argentine et Uruguay) ont été présentés et examinés. La réunion a donné aux leaders des récupérateurs une bonne idée de la portée des mécanismes des droits de la personne et de la manière dont ils pourraient les adapter à leurs luttes locales.

Grossir les rangs : soutien aux organisations des travailleuses et travailleurs domestiques dans le cadre d'un nouveau projet pilote

En 2018, la Cour suprême du Mexique (SCJN, pour son sigle en espagnol) a statué que dans un délai de trois ans, tous les travailleuses et travailleurs domestiques du pays doivent bénéficier d'un régime de sécurité sociale solide leur assurant l'accès à de diverses prestations : maladie, maternité et santé, invalidité, retraite et assurances-vie. Dans la foulée, la Cour a ordonné à l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) de mettre en œuvre un programme pilote. En mars 2019, ce programme a été lancé, et les employeurs peuvent maintenant inscrire les travailleuses et travailleurs domestiques à la sécurité sociale moyennant une cotisation mensuelle (dont le montant varie en fonction du nombre de jours de travail par mois).

WIEGO a consulté à ce propos les organisations de travailleuses et travailleurs domestiques, CACEH et SINACTRAHO. À leur demande, notre équipe au Mexique a commencé à travailler avec des consultants locaux pour développer une « trousse d'outils pour les travailleuses et travailleurs domestiques » expliquant en quoi il est important que les personnes employeuses et les travailleurs et travailleuses domestiques s'inscrivent et comment s'y prendre.

LIMA, PÉROU

Soutien aux vendeuses et vendeurs de rue face à des expulsions massives

Depuis l'arrivée d'une nouvelle administration municipale en janvier 2019, les évictions massives des vendeuses et vendeurs de rue à Lima ont augmenté, menaçant les moyens de subsistance de milliers de vendeurs et vendeuses. La Parada, dans le district de La Victoria, est la principale zone touchée. Malgré le fait que Ville focale Lima et nos organisations de base partenaires ont mis sur pied un groupe de travail productif avec la Municipalité métropolitaine de Lima, les expulsions n'ont pas cessé. En avril, le maire, sous pression, a ordonné une expulsion nocturne massive et a fait clôturer la zone pour empêcher le retour des vendeurs et vendeuses de rue.

La Parada était autrefois le principal marché de gros de Lima où environ 7 000 vendeurs gagnaient leur vie. Cependant, la ville a construit un nouveau marché de gros où les grossistes pouvaient louer de l'espace. Depuis la relocalisation en 2012, qui a déclenché de violents affrontements [25], beaucoup moins de vendeurs et vendeuses travaillent ici. Aujourd'hui, leurs moyens de subsistance sont à

nouveau menacés. (Photo: Juan Arrendondo, Getty Images Reportage)

Les facteurs qui entraînent les expulsion sont multiples. Pour commencer, les éléments criminels actifs dans la région de La Victoria ont entaché la réputation de toutes et tous les vendeurs de rue. D'autre part, les médias locaux, faisant braquer les projecteurs sur l'informalité, s'attachent à la voir éliminée et le nouveau maire de Lima voit dans les expulsions un moyen de rehausser son image. Bien que le gouvernement ait publiquement déclaré que les vendeuses et vendeurs de rue sont en voie d'être réinstallés, lorsque de nouveaux emplacements sont offerts, ils se trouvent dans des secteurs éloignés, sans circulation piétonnière, et inadaptés.

Fait notable en plus, les Jeux panaméricains ont commencé à Lima en juillet et les gouvernements, souhaitant créer l'image d'une ville moderne et « ordonnée » en prévision de ces méga-événements, font multiplier des expulsions.

Ville focale Lima a apporté son soutien à une manifestation rassemblant près de 2 000 vendeurs et qui, en attirant l'attention sur leurs problèmes, a conduit à des discussions avec le gouvernement sur les options de réinstallation possibles. Entre-temps, à la mi-juin, la ville a choisi de procéder à une autre expulsion massive. Par la suite, les représentants d'organisations de vendeuses et vendeurs et WIEGO ont accordé des entrevues et ont pu modifier légèrement la tournure donnée aux événements par les médias massifs.

L'équipe a depuis saisi le Defensoría del Pueblo (entité comparable à un médiateur public) qui a écrit une lettre appuyant la proposition des vendeurs consistant à créer une commission tripartite pour superviser les réinstallations adéquates. À ce stade, l'objectif principal des organisations de vendeuses et vendeurs est d'obtenir de la municipalité le soutien à l'achat de terrains où ils et elles pourraient travailler sans la crainte d'expulsion.

BANGKOK

Bien que Bangkok [26]ne soit plus une Ville focale WIEGO, nous continuons néanmoins de soutenir HomeNet Thailand [27], notre partenaire et membre du réseau dans son action menée en commun avec le réseau des vendeurs et vendeuses de rue pour faire annuler une interdiction de commerce. Nous appuyons également la mise sur pied d'une campagne de médias sociaux, lancée la première semaine de juillet, visant à rallier l'appui du public contre l'interdiction.

WIEGO dans le monde

Chaque mois, les membres de l'équipe hétérogène de WIEGO dirigent des événements dans le monde entier ou y participent. Ce faisant, ils nous aident à renforcer les partenariats, à forger de nouvelles alliances, à faire partager les connaissances et l'expérience de WIEGO et à en apprendre davantage sur le monde et les travailleuses et travailleurs. Voici quelques instantanées de notre parcours ces derniers mois. Pour vous tenir au courant des événements WIEGO [28], consultez notre site Web.

Congrès international StreetNet

La coordonnatrice internationale de WIEGO, Sally Roever, a assisté pour la première fois au Congrès international StreetNet [29] – dans sa 6e édition – en avril. Le congrès, tenu au Kirghizistan, était l'occasion de rencontrer une partie des 90 déléguées et délégués des 49 affiliés de StreetNet en Afrique, en Asie, dans les Amériques et en Europe (représentant plus de 560 000 vendeuses et vendeurs de rue, de marché informels et itinérants) et de voir de première main à quel point StreetNet fonctionne bien comme une organisation démocratique. Pendant le congrès, Sally a présidé la Commission sur l'avenir du travail de StreetNet, où les vendeuses et vendeurs de rue, venus de trois continents, ont analysé l'évolution de leur monde du travail et ce qui risque d'arriver vraisemblablement dans l'avenir. La Commission a produit une résolution qui a ensuite été adoptée par le congrès.

Sally est photographiée ici avec Jose Herminio, un représentant du Festival, au Salvador (Photo : S. Trevino)

Lancement de « Soutien aux travailleurs de l'informel dans l'espace public : une trousse d'outils à l'intention des autorités locales » [30]

– le 1er février, webdiffusion en ligne

63e Commission de la condition de la femme (CSW63) [31] – du 11 au 22 mars, Siège de l'ONU, New York

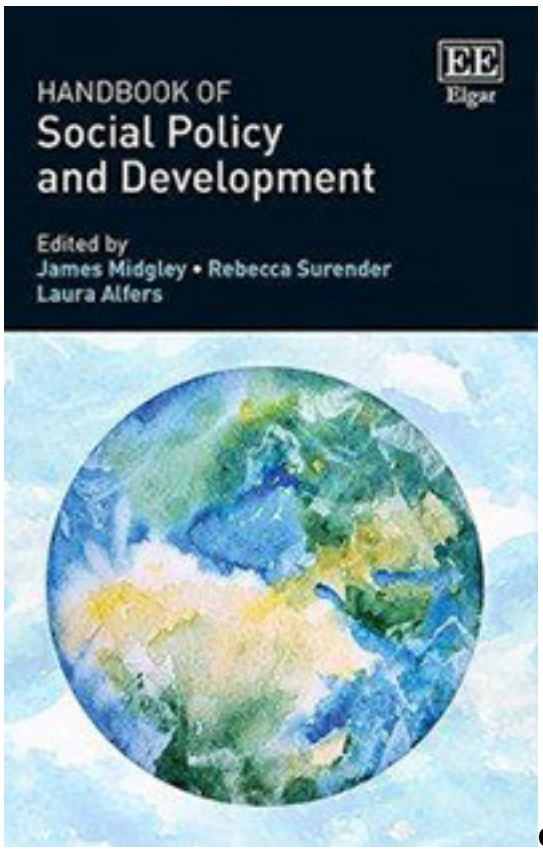
« Atelier international sur les travailleurs de l'informel au Vietnam » [32] – du 11 au 13 mars, Hanoi, Vietnam)

« L'informalité comme mode de vie : les défis du développement urbain durable » [33] – le 24 avril, table ronde de l'Université de Pennsylvanie, Philadelphie, États-Unis

Nouvelles publications et ressources

- Alfers, Laura and Chidchanok Samantrakul. 2019. Integrating Occupational Health into Public Health Provision: The Case of HomeNet Thailand [34]. Policy Brief No. 18
- Bonnet, Florence, Joann Vanek and Martha Chen. Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Brief [35]. 2019. ILO-WIEGO Statistical Reports.
- Devenish, Annie and Laura Alfers, 2019. Bridges to Better Lives: SEWA's Community Health Workers [36]. WIEGO Workers' Lives No. 7.
- Espinosa, Tania y Federico Parra. 2019. Proyecto de reconocimiento de la situación de derechos humanos de los recicladores en latinoamérica: El caso de Ciudad de México, México [37]. Reporte descriptivo.
- Harvey, Jenna. 2019. Homeworkers in Global Supply Chains: A Review of Literature [38]. WIEGO Resource Document.
- Rogan, Mike. 2019. Informal Workers in Urban South Africa: A Statistical Snapshot [39]. WIEGO Statistical Brief No. 19.
- WIEGO. 2019. Extension de la protection sociale aux travailleurs et travailleuses de l'informel [40]. Note d'information.

Contributions aux publications externes



Chapitres de livre

James Midgley, Rebecca Surender and Laura Alfers (eds.) 2019. The Handbook of Social Policy & Development [41]. London: Elgar.

- Alfers, Laura. “Social Movements, Social Policy & Development.”
- Lund, Francie. "The Informal Economy."
- Rogan, Mike and Laura Alfers. "Employment-based Social Protection: 'Productivism', Universalism and Social Citizenship."

- Dias, Sonia Marie. 2019. “Roadmap to Inclusion in Urban Solid Waste Management - A Tale of Three Cities,” in Paquette, Catherine, La ville durable, moteur de transformation sociale ? Regards croisés entre l’Europe, l’Amérique latine et les Caraïbes [42]. Retour sur le Colloque de 2018 organisé par l’Institut des Amériques, l’Agence française de développement et la Fondation EU-LAC.

- Parra, Federico. 2019. Chapter 8: La formalización de los recicladores en Colombia como prestadores del servicio de aseo en el componente de aprovechamiento: logros retos y amenazas. En : Estándar Ambiental y Derechos Ambientales en posacuerdos de Paz [43]: Algunos Estudios de Caso/Gregorio Meza Editor; Grupo de Investigación en Derechos Ambientales y Colectivos GIDCA. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia. Facultad de Derechos, Ciencias Políticas y Sociales. Instituto Unidad de Investigaciones Jurídico Sociales Gerardo Molina (UNIJUS).
- Skinner, Caroline. 2018. “Informal Retail in Africa: Understanding Contributions and Exclusionary Policy Practice.” In Battersby, J. and V. Watson (eds.) Urban Food Systems Governance and Poverty in African Cities [44]. London: Routledge.
- Roever, Sally and Caroline Skinner. 2018. Women’s Informal Employment in Africa: New Terrain of Worker Struggles [45]. The Future of Women’s Work in Africa, BUWA, A Journal of African Women’s Experiences. Open Society Initiative for Southern Africa, Issue 9, December 2018.
- Von Broembsen, Marlese and Harvey, Jenna. 2019. Decent Work for Homeworkers in Global

Supply Chains: An Analysis of Existing and Potential Mechanisms for Worker-Centred Governance [46]. Global Labour University/ILO No 54.

Articles de revue

- Bamu-Chipunza, Pamhidzai 2018. "Extending Occupational Health and Safety Law to Informal Workers: The Case of Street Vendors in South Africa [47]." University of Oxford Human Rights Hub Journal, Vol. 1.
- Bamu, Pamhidzai. 2018. "A Pluralistic Approach to Organizing Migrant Domestic Workers: The Case of the Zimbabwe-South Africa Global Care Chain. [48]" International Journal of Comparative Labour Law and Industrial Relations, 34, Issue 3.
- Shezi, B., R. Naidoo, S. Muttoo, A. Mathee, L. Alfers, R. Dobson, P. Ndlovu and R. Street. 2019. "Informal Sector Occupational Hazards: An Observational Workplace Assessment of the Traditional Medicine Trade (South Africa). [49]" International Journal of Occupational Safety and Ergonomics.

- WIEGO [50]

Source URL: http://www.wiego.org/wiego/bulletin-dinformation-wiego-dans-le-monde-juillet-2019

Links:
[1] http://wiego.org/specialists/sally-roever
[2] http://bit.ly/2ONSGKs
[3] http://bit.ly/2OHcsaz
[4] https://ilo.cetc.stream/108th-ilc/ms-george-representative-women-in-informal-employment-globalizing-and-organizing/
[5] http://www.wiego.org/ILC2019
[6] http://bit.ly/2z4R8RI
[7] http://bit.ly/2Hc9xRb
[8] http://www.wiego.org/content/wiego-aca-dialogue-informal-workers-and-lawyers
[9] http://www.wiego.org/wiego/core-programmes/law-programme
[10] http://www.wiego.org/wiego/administrative-justice-project
[11] https://www.deansaffron.com
[12] http://www.wiego.org/resources/recognizing-waste-pickers
[13] http://www.wiego.org/resources/feeding-families-meet-grace-ghana
[14] http://bit.ly/2sISWwJ
[15] http://www.wiego.org/content/contact-dialogue-sur-le-droit
[16] http://www.wiego.org/content/reducing-waste-coastal-cities-rwcc-strategic-planning-meeting-and-west-%C3%A1frica-waste-pickers-
[17] http://bit.ly/31qt9IU
[18] http://africaleadnews.com/les-journalistes-a-lecole-de-leconomie-informelle/
[19] http://www.wiego.org/delhi-diary/delhi-diary-march-2019
[20] http://www.wiego.org/focal-cities-delhi
[21] http://www.wiego.org/delhi-diary/delhi-diary-march-2019#masterplan
[22] https://www.copred.cdmx.gob.mx/
[23] http://www.wiego.org/publications/proyecto-de-reconocimiento-de-la-situaci%C3%B3n-de-derechos-humanos-de-los-recicladores-en-l
[24] https://cdhdf.org.mx
[25] http://www.wiego.org/informal-economy/elba-rojas-street-vendor-lima-peru
[26] http://www.wiego.org/wiego/wiegos-work-bangkok

[27] https://homenetthailand.org/en/
[28] http://www.wiego.org/events
[29] http://www.wiego.org/content/6th-streetnet-international-congress-2019
[30] http://www.wiego.org/content/launch-supporting-informal-workers-public-space-toolkit-local-authorities
[31] http://www.wiego.org/content/63rd-commission-status-women-csw63
[32] http://www.wiego.org/content/international-workshop-informal-workers-vietnam
[33] http://www.wiego.org/content/informality-way-life-challenges-sustainable-urban-development
[34] http://bit.ly/2OHdFi2
[35] http://bit.ly/2OMpTpP
[36] http://bit.ly/2MN4Ssn
[37] http://bit.ly/2GUeyxg
[38] http://www.wiego.org/sites/default/files/publications/files/Harvey-Homeworkers-in-Global-Supply-Chains-Literature-Review-2019_0.pdf
[39] http://bit.ly/2Tousrl
[40] http://www.wiego.org/publications/extension-de-la-protection-sociale-aux-travailleurs-et-travailleuses-de-l%E2%80%99informel
[41] https://www.e-elgar.com/shop/handbook-of-social-policy-and-development
[42] http://bit.ly/2GU4ZOZ
[43] https://www.uneditorial.com/estandar-ambiental-y-derechos-ambientales-en-posacuerdos-de-paz-algunos-estudios-de-caso-derecho-ambiental.html#mas-info
[44] http://bit.ly/33kqvpO
[45] http://bit.ly/2KRslG9
[46] http://bit.ly/2ZIGfk6
[47] http://bit.ly/2TeUgn6
[48] http://bit.ly/33nkjxs
[49] http://bit.ly/30hv7Li
[50] http://www.wiego.org/category/theme/wiego